

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002  
Cedex 02  
30907 NÎMES

NÎMES, le 09/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

### **STÉ CALCAIRES RÉGIONAUX**

La Salle  
BP 5  
13320 BOUC BEL AIR

Références :  
Code AIOT : 0006605754

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement STÉ CALCAIRES RÉGIONAUX implanté aux lieux-dits "L'Etang" et "Jasse des Cabres" 30129 MANDUEL. L'inspection a été annoncée le 02/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite est réalisée dans le cadre du PPC afin de vérifier notamment l'arrêté d'activité dans l'intervalle entre la fin de l'ancienne autorisation et la demande déposée actuellement en instruction d'une reconduction de l'autorisation. Par ailleurs, la visite permet de vérifier la remise en état de la partie ayant fait l'objet d'une déclaration de cessation partielle (partie Nord-Est du site).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STÉ CALCAIRES RÉGIONAUX
- lieux-dits "L'Etang" et "Jasse des Cabres" 30129 MANDUEL
- Code AIOT : 0006605754
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La carrière a été autorisée par arrêté préfectoral du 4 mars 2014 pour une durée de 7 ans,

historiquement dans le but de fournir en granulats les besoins de construction de la gare TGV de Manduel. Un changement d'exploitant est intervenu en 2017, la société Guintoli ayant cédé l'activité à la société Calcaires Régionaux. A l'échéance de l'autorisation, la société Calcaires Régionaux a indiqué vouloir poursuivre une activité pour une durée de 6 ans supplémentaires, notamment par la qualité du gisement propice à fournir le besoin du marché de couche supérieure de roulement des routes, et dans l'attente de création de parc photovoltaïque envisagé par le propriétaire des terrains.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Vérification de la situation effective d'activité du site
- Cessation partielle de la carrière selon la déclaration effectuée en mars 2021

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 04/03/2014, article 12.1.4	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'activité est arrêtée et aucune trace n'est encore visible sur place. Le site présente un état naturel. S'agissant du renouvellement de l'activité, le dossier étant en cours d'instruction, l'exploitation vise principalement à extraire les matériaux situés dans l'ancienne zone de transit de la carrière. une décision sera rendue en fin d'instruction pour voir la suite à donner.

S'agissant de la demande de cessation partielle présentée en mars 2021, la visite effectuée ce jour permet de produire le procès verbal de récolement de cette partie entièrement réhabilitée.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : cessation d'activité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/03/2014, article 12.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, mise en cessation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucune des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. A cette fin, tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées. Au minimum un an avant la date d'expiration de l'autorisation d'exploitation de la carrière, l'exploitant doit adresser au préfet une notification et un dossier comprenant : <ul style="list-style-type: none"><li>- les plans à jour de l'installation accompagnés de photographies dont une photographie aérienne datant de moins d'un mois,</li><li>- le plan de remise en état définitif,</li><li>- un mémoire sur l'état du site.</li></ul> Au minimum 6 mois avant la date de l'expiration de l'autorisation d'exploitation de la carrière, l'exploitant complète le dossier de cessation d'activité conformément aux dispositions des articles R.512-39-1 et R.512-39-2 du code de l'environnement
<b>Constats :</b> La visite a constaté la fin d'activité d'exploitation de la carrière. Actuellement, la partie relative au plan d'eau est entièrement remise en état et la partie destinée à la demande en cours de renouvellement de l'autorisation est mise dans un état naturel. Le site est entièrement revégétalisé. S'agissant de la cessation partielle d'activité relative à la partie située en zone Nord-Est du site et objet de la déclaration effectuée le 22 mars 2021, la visite permet de conclure à la remise en état conformément aux obligations réglementaires. Un récolement de cette partie peut être prononcé. Il sera établi après réception d'un plan topographique de l'état du site et de l'accord du maire et du propriétaire sur la remise en état réalisée en application de l'article R.512-39-2 du code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite